



UN AN DE CONTRIBUTIONS ET DE DEBATS

–Novembre 2009 –

Enquête sur le travail dominical : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ? (Résultats complets)

Enquête IFOP pour la Fondation pour l'innovation politique – 10 décembre 2008



Au-delà de l'appréciation de ce mouvement social, de l'évaluation de sa légitimité ou de la question de sa finalité, l'enquête met en lumière le jugement porté par les Français sur la réforme – comme idée et comme politique.

La discussion à l'Assemblée nationale sur la proposition de loi visant à assouplir la réglementation du travail le dimanche a débuté en décembre 2008. Ce texte a déjà suscité une vive polémique, y compris au sein de la majorité, et de nombreux sondages ont été réalisés à ce sujet. La Fondation

pour l'innovation politique propose une enquête inédite, réalisée auprès de Français travaillant le dimanche – parmi lesquels 80 % de salariés –, dont les premiers résultats ont été publiés en exclusivité dans *Le Monde* daté du 11 décembre 2008. Les résultats complets de cette enquête sont téléchargeables ci-dessous.

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ? (Analyse)

Analyse par Dominique Reynié de l'enquête « Enquête sur le travail dominical : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ? » – 21 janvier 2009



La proposition de loi visant à assouplir la réglementation du travail le dimanche a déjà déclenché une vive polémique, y compris au sein de la majorité, suscitant par ailleurs de nombreux sondages. La Fondation pour l'innovation politique a publié en décembre dernier une enquête inédite réalisée auprès d'actifs travaillant le dimanche. L'un de ses intérêts majeurs est donc qu'il s'agit moins d'une enquête d'opinion que d'une enquête d'expérience. Aujourd'hui, la Fondation fait paraître l'étude *Travailler le dimanche : qu'en pensent*

ceux qui travaillent le dimanche ? Cette publication rassemble l'analyse de l'enquête, par Dominique Reynié, et une synthèse des principaux aspects de la question.



Réformer l'enseignement supérieur : l'expérience de l'Australie

Zoe McKenzie – 13 mars 2009



Ce document de travail offre une vue d'ensemble de la réforme de l'enseignement supérieur en France. Rappelant les engagements pris par Nicolas Sarkozy pour réformer les universités françaises et les mesures législatives et administratives adoptées au cours des années 2007 et 2008, Zoe McKenzie évoque les mécanismes alternatifs qui pourraient être mis en place

pour ramener le système universitaire français au plus haut niveau international.

En proposant d'adapter au contexte français, certaines réformes mises en œuvre avec succès en Australie entre 2003 et 2006, l'auteur présente des options concrètes pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, financer le premier cycle et les infrastructures universitaires, améliorer la gouvernance et l'efficacité des dépenses publiques dans ce secteur.

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou – 30 mars 2009



Depuis le déclenchement de la crise, des voix se sont élevées pour appeler à l'instauration de mesures protectionnistes à l'échelle européenne. Si les demandes de protectionnisme sont récurrentes dans ce type de contexte, elles n'en demeurent pas moins dangereuses, comme le montrent les travaux les plus fiables. L'Union européenne ne saurait adopter une politique protectionniste sans en subir de graves conséquences.

Il est vrai que certains défenseurs du protectionnisme posent de bonnes questions. Mais les problèmes qu'ils soulèvent trouveront leur solution dans des actions de politique économique qui doivent être menées au niveau communautaire.



La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs

David Bonneau, Bruno Bensasson – 27 mai 2009



La réforme du statut des enseignants-chercheurs, issu d'un décret du 6 juin 1984, a provoqué un mouvement de protestation qui a menacé d'emporter avec lui un ensemble de réformes du monde universitaire mises en œuvre depuis 2007 et qui avaient recueilli une très large approbation, y compris au sein de la communauté scientifique. Cette analyse de ce conflit par David Bonneau est suivie d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson.

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Etude sous la direction d'Elise Muir – 3 juin 2009



En France, depuis longtemps, entreprises et autorités publiques font appel, dans leur politique en matière d'emploi, à des catégories telles que les jeunes ou les seniors. Or, depuis 2001, l'utilisation de critères liés à l'âge est susceptible de constituer une discrimination.

Quelles sont les dynamiques qui sous-tendent la lutte contre ce type de discrimination en matière d'emploi ? Qui en sont les acteurs et de quels moyens disposent-ils ? Quelle est l'ampleur du chemin à parcourir ?

L'acuité de ces enjeux, traités de manière approfondie dans cette publication, se voit confirmée par les résultats récemment publiés par la HALDE dans la 2e vague de son baromètre sur la perception des discriminations au travail. C'est l'âge qui arrive en tête des causes de discrimination citées par 32 % des salariés du privé et 38 % de ceux de la fonction publique.

Ces questions sont d'une importance particulière à l'heure où il s'agit de favoriser l'accès des jeunes actifs à un premier emploi tout en maintenant plus longtemps les seniors dans la vie professionnelle.

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat – 15 juin 2009



Une précédente note publiée en 2006 analysait la place de l'Europe dans le monde et concluait à la nécessité de créer, par étapes, un véritable système européen de coopération. Trois ans plus tard, les nouveaux enjeux de l'aide au développement et les récentes avancées de la coopération européenne vers une plus grande efficacité de son action nous invitent à poursuivre cette réflexion. La présente étude propose un nouveau tour

d'horizon des finalités et des particularités de la coopération européenne, des progrès récents et des perspectives d'avenir, dans le contexte actuel de crise de la mondialisation.



Environnement : miser sur l'économie de l'innovation

Geneviève Ferone, Bertrand Limoges Jean-Didier Vincent – réédition octobre 2009



Vingt ans : tel est le délai qui nous est imparti pour restaurer le climat, faute de quoi nos pays ne pourront pas surmonter la triple crise démographique, climatique et énergétique qui culminera en 2030. Si le Grenelle Environnement a marqué une nouvelle étape en France dans la sensibilisation de l'opinion, l'instauration d'une réglementation « écologique » appelle à dépasser les faux débats et les pratiques déjà éprouvées, pour privilégier une économie de l'innovation écologique.

Environnement et fiscalité : l'enjeu de la taxe carbone

Medhi Abbas – réédition octobre 2009



Alors que le Grenelle de l'environnement a proposé de réorganiser la fiscalité environnementale et énergétique en adoptant une « contribution climat énergie », la Commission européenne présentait le 23 janvier dernier un dispositif efficace de péréquation des émissions de carbone, visant à neutraliser tout effet de distorsion imputable aux importations. Il s'agirait de compenser par ce biais le coût du système d'échange de quotas supporté par les entreprises européennes. A peine ébauchée, cette mesure suscite déjà les plus vives controverses européennes et internationales. S'agit-il d'une nouvelle forme de protection aux frontières, ou bien d'une incitation à une

application étendue du protocole de Kyoto ? Et surtout, une telle mesure serait-elle compatible avec les règles du commerce international ?

Indicateurs de richesse et de bien-être. Des pistes de réflexion pour la commission Stiglitz

Raphaël Wintrebert – réédition octobre 2009



Depuis plus de quarante ans, on s'interroge sur les liens entre croissance économique, développement (économique, social et environnemental) et bien-être. Conclusion : le PIB des sociétés développées ne cesse de croître quand, au mieux, le bien-être des individus stagne. Faut-il dès lors changer nos instruments de mesure de la richesse ? En janvier 2008, le président Nicolas Sarkozy a confié au prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz l'animation d'un groupe de réflexion sur ce sujet. Cet essai a l'ambition d'ouvrir plus largement le débat et de proposer des orientations stratégiques.

Environnement et compétitivité : une stratégie globale pour l'Europe

Elvire Fabry, Damien Tresallet – 25 novembre 2008



Au sein d'une économie mondiale instable, trois des principaux pays pollueurs – États-Unis, Chine, Inde – ont été jusqu'ici réticents à signer tout accord climatique contraignant. Dans ce contexte, il semble difficile pour l'Union européenne d'engager de sérieux efforts environnementaux sans risquer de dégrader la compétitivité de ses entreprises. Comment concilier compétitivité et environnement ? Peut-on

attendre une évolution des positions des principaux pays pollueurs ? Durant les décennies à venir, ces enjeux complexes joueront un rôle central dans la régulation de la mondialisation.



Panorama des actions en faveur de la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez – 21 octobre 2009



Pour accompagner le colloque « Réussir la croissance verte » qu'elle organise le 22 octobre à Paris, la Fondation pour l'innovation politique propose un benchmark des actions innovantes en faveur du développement durable qui permettent d'envisager la mise en place d'un système économique et social viable.

Les Français et le mouvement social du 29 janvier (résultats complets de l'enquête)

Enquête TNS Sofres pour la Fondation pour l'innovation politique – 31 janvier 2009



Le 29 janvier dernier a vu la plus forte mobilisation sociale depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, et ce dans un contexte de crise économique et financière globale.

La Fondation pour l'innovation politique a voulu éclairer le climat enveloppant cette journée. Pour ce faire, elle a conçu une enquête d'opinion, réalisée par TNS Sofres, dont les premiers résultats ont été publiés par *La Tribune*, le samedi 31 janvier.

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ? (Analyse)

Analyse par Dominique Reynié de l'enquête « Les Français et le mouvement social du 29 janvier » – 10 mars 2009



Les organisations syndicales appellent à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 19 mars sur le thème de l'emploi, des services publics et du pouvoir d'achat. Cette journée fait suite à la mobilisation du 29 janvier dernier, à laquelle la Fondation avait consacré une enquête, réalisée par TNS Sofres, mettant en lumière la complexité du jugement public sur les réformes en cours.

Aujourd'hui, la Fondation pour l'innovation politique publie « Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ? », une lecture de la situation sociale fondée sur l'analyse des résultats complets de cette enquête. Cette lecture met au jour des aspects peu ou pas relevés jusqu'à présent :

- La thèse de la « grève par procuration » est contestable.
- Le soutien aux journées d'action recouvre une distinction entre « mécontents » et « inquiets ».
- Cette distinction d'opinion renvoie à un clivage entre les salariés de la fonction publique et les autres actifs.
- Le processus de dissociation de ces deux mondes sociaux, favorisé par la globalisation et précipité par la crise, conduit à l'émergence d'une « classe sociale étatique » dotée d'un pouvoir croissant.

L'État face à la crise : enquête

Sondage TNS-Sofres – Logica pour Lire la politique – 3 avril 2009



A l'occasion de la 17^e Journée du livre politique organisée le samedi 4 avril 2009 à l'Assemblée nationale, l'association Lire la politique fait paraître un sondage TNS-Sofres – Logica consacré à « L'État face à la crise », dont les principales conclusions seront discutées lors de cette manifestation.

Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, analyse les résultats de ce sondage : « De tous les enseignements, le plus important et le plus surprenant est certainement la préférence très marquée pour une diminution du rôle et de l'intervention de l'Etat qui ferait baisser les impôts des contribuables : 43 % des personnes interrogées sont favorables à cette réduction de l'activité publique, contre 28 % qui demandent au contraire un renforcement du rôle de l'Etat, quitte à augmenter les impôts. Dans le climat actuel, ce résultat est pour le moins contre-intuitif. Les Français ne sont peut-être pas là où on les croit... »

Cette question a par ailleurs été posée sous deux formes différentes à chacune des moitiés de l'échantillon, afin de mesurer l'effet de la formulation sur les réponses : « qui ferait baisser/augmenter les impôts des contribuables » versus « qui ferait baisser/augmenter vos impôts ». Pour Dominique Reynié, « comme on le voit, la différence est insignifiante, ce qui permet d'accorder un peu plus de crédit encore aux réponses fournies par les personnes interrogées ».

L'État administratif et le libéralisme : une histoire française

Lucien Jaume, 30 juin 2009



Les circonstances de l'actuelle crise financière, économique, mais aussi morale et intellectuelle ne peuvent que renforcer la tendance à rendre le libéralisme responsable de tous les maux. En France, le problème ne date pas d'aujourd'hui, il possède des racines qui s'enfoncent loin dans le passé, il concerne la naissance et le développement de l'État administratif à la française, qui a fait figure de colonne vertébrale dans l'histoire de notre nation.

Remonter aux origines historiques de cette conception, c'est d'abord mieux comprendre combien la mondialisation brouille ou anéantit les repères immémoriaux des Français. En outre, les faits nouveaux survenus avec l'éclatement de la crise financière sont en train de réactiver cet héritage, ce dont tout gouvernant devrait être averti ; on ne peut pas se dispenser de mener l'enquête sur ce qui a été, à travers une quinzaine de constitutions et de régimes, le rôle original de l'État en France. Le propos est donc non pas de donner des recettes ni d'incriminer des responsables, mais de proposer aux lecteurs, aux décideurs, aux citoyens, quelques pistes de réflexion et, peut-être, d'action !



Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, 23 juillet 2009



Le 23 août 1939, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique annoncèrent la signature d'un pacte de non-agression. Cette alliance entre les deux grands dictateurs totalitaires, Hitler et Staline, devait avoir les plus funestes conséquences, qui marquent aujourd'hui encore, 70 ans après, le corps d'une Europe réunifiée.

La chute du mur de Berlin, dont le 20^e anniversaire vient d'avoir lieu, est un événement dont on ne peut comprendre toute la portée sans revenir à ce pacte fondateur du totalitarisme européen.

Où va la politique de l'Église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, 30 octobre 2009



Avec le concile Vatican II (1962-1965), l'Église semblait se rallier à l'opinion publique « avancée ». Depuis, elle a donné l'impression d'en appeler moins à la liberté qu'au cadre moral contraignant qui, pour elle, donne un sens à la liberté. La figure de Jean-Paul II demeurait associée à la lutte contre le communisme et à l'alliance avec le centre gauche laïque (Solidarnosc). La figure de Benoît XVI, celle d'un théologien distingué, apparaît liée à une rébarbative « orthodoxie ».

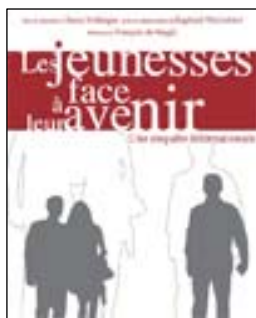
Ces questions d'image soulèvent des enjeux fondamentaux. La défense catholique de positions impopulaires sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG), la morale sexuelle ou la bioéthique constituent un test pour l'avenir de la liberté religieuse, pour le sens de l'autonomie individuelle, et donc pour le type de démocratie libérale auquel nous aspirons.



LES GRANDES ENQUÊTES DE LA FONDATION

Une enquête mondiale : les jeunes face à leur avenir

Enquête réalisée auprès de 20 000 personnes dans 17 pays en Europe, en Asie et aux États-Unis – janvier 2008.



Le chef de l'État a présenté le 29 septembre 2009 son plan d'aide à la jeunesse. Dans une étude publiée en 2008, la Fondation pour l'innovation politique établissait un diagnostic et formulait des propositions pour répondre aux attentes des jeunes face à leur avenir. Quelles sont aujourd'hui les aspirations de la jeunesse ? Quel regard porte-t-elle sur la famille, l'emploi, la société dans son ensemble ? Dans cette étude publiée en janvier 2008, la Fondation pour l'innovation politique poursuit sa réflexion sur les jeunes. Elle s'appuie sur une enquête réalisée auprès de 20 000 personnes dans 17 pays en Europe, en Asie et aux États-Unis. Loin d'être désengagés, les jeunes adressent au

contraire des messages forts au politique. Autonomie, participation, équilibre, projet commun, tels sont les impératifs qui devraient, à l'avenir, guider toute action politique dirigée vers la jeunesse.

Une enquête européenne sur les élections de 2009 : quelle campagne ? Quels candidats ? Quels programmes ?

Enquête réalisée auprès de 15 130 Européens dans les 27 pays de l'UE



A trois semaines des élections européennes, la Fondation pour l'innovation politique publie, en partenariat avec Le Figaro, les résultats d'une étude réalisée auprès de 15 130 Européens. Elle ne porte pas sur les intentions de vote, mais sur les enjeux, sur les choix qu'ils sont prêts à faire, ou encore sur les domaines dans lesquels ils souhaitent voir l'Union accroître ses efforts.

La Fondation pour l'innovation politique s'est associée avec le Centre for European Studies, la Fondation Konrad-Adenauer et la Fondation Robert-

Schuman pour organiser, dans les 27 pays de l'Union européenne, un vaste sondage consacré aux perceptions et aux attentes des citoyens européens, et notamment des jeunes générations, à l'égard du Parlement européen et des eurodéputés.

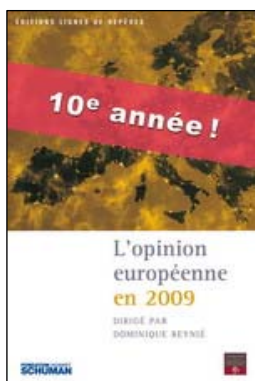
Dans chaque État membre, un quotidien national aura l'exclusivité de la publication du sondage, dont les résultats seront traduits dans les 22 langues de l'Union et présentés lors de la Convention du Parti populaire européen (PPE) à Varsovie, les 29 et 30 avril 2009.

Ce sondage sera accompagné par une étude portant sur l'analyse de la littérature existante, des Eurobaromètres et de tout autre document permettant d'expliquer le paradoxe de la faible participation des électeurs, et surtout des plus jeunes d'entre eux, aux scrutins européens.

Pour prolonger le débat autour de cette initiative, la Fondation pour l'innovation politique lancera en avril un site Internet disponible dans les 22 langues, qui présentera le sondage et l'étude, ainsi que des vidéos tournées dans les différents pays européens (micros-trottoirs, entretiens, etc.) – diffusées dans la langue nationale du pays et sous-titrées en anglais et en français. L'objectif de ce site est de donner une visibilité européenne au sondage, consultable à une adresse unique, qui sera reprise par chacun des partenaires du projet, partenaires financiers, de contenus et médias.

L'Opinion européenne en 2009

Dirigé par Dominique Reynié – Publié aux éditions Lignes de repère, avril 2009



Des dizaines d'auteurs – universitaires, sondeurs, entrepreneurs, étudiants, associatifs, etc. – s'attachent à décrypter les évolutions de l'opinion européenne et l'émergence d'une société civile continentale. Cette édition 2009 paraît à quelques semaines des élections au Parlement européen, en juin 2009 – scrutin dont ce sera le 30^e anniversaire –, dans un contexte de crise économique majeure.

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié, Pascal Perrineau, 16 septembre 2009



Au moment où José Manuel Barroso est réélu à la présidence de la Commission européenne, la Fondation pour l'innovation politique propose une analyse des résultats des élections européennes de juin 2009, à l'échelle de l'Union, puis plus particulièrement à l'échelle de la France.

L'économie allemande à la veille des élections législatives

Nicolas Bouzou, Jérôme Duval-Hamel, 21 septembre 2009



En cette période de récession, la campagne des élections législatives allemandes fait une large place aux questions économiques. Elle s'est notamment focalisée sur la crise financière et économique, les impôts et le financement des retraites, l'environnement et la politique énergétique, l'instauration ou non d'un salaire minimum, la responsabilité et les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises, la politique des transports et des infrastructures, les interventions militaires à l'étranger et la politique de santé publique. Si ces problématiques sont partagées par tous les

partis, seule la question du « comment » varie.

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, 9 novembre 2009



Que s'est-il passé lors du mois de juin 2009 en Iran ? Pourquoi, alors que la présidentielle de 2005 avait porté Mahmoud Ahmadinejad au pouvoir sans que les Iraniens protestent, ceux-ci descendent-ils dans la rue quatre ans plus tard, au lendemain même de sa réélection le 12 juin 2009 ?

Les colloques

Fonction publique : le big bang aura-t-il lieu ?

Colloque en partenariat avec l'IFRAP, le Club des acteurs de la modernisation de l'Etat et Sciences Po, 27 avril 2009



Ouverture par André Santini, secrétaire d'État chargé de la Fonction publique

Les enseignements de nos voisins européens sur la réforme du statut de la Fonction publique, l'évaluation et la rémunération au mérite

Présentation d'un tableau synthétique des données chiffrées concernant les fonctions publiques en Europe

Avec : Franco Bassanini, ancien ministre italien de la fonction publique, et Pierre Bessard, délégué général, Institut Constant-de-Rebecque (Suisse)

Un point sur l'analyse « Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ? » (Fondation pour l'innovation politique)

Par Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique et professeur des universités à Sciences Po Paris

Statut, rémunération au mérite, évaluation, la fonction publique française peut-elle être réformée à l'instar de ses consœurs européennes ?

Avec : Dominique Coudreau, ancien directeur de l'ARH d'Île-de-France, conseiller du président de la Générale de santé, Jean-Michel Fourgous, député des Yvelines, coprésident de Génération Entreprise, Brigitte Jumel, secrétaire générale de l'UFFA-CFDT, Michel Sapin, député de l'Indre, ancien ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État

Présentation de l'enquête « Fonction publique : le big bang aura-t-il lieu ? » et des propositions de l'IFRAP

Par Bernard Zimmern, président de l'IFRAP (Institut français pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques)

L'Union pour la Méditerranée un an après. Quels progrès ?

Colloque en partenariat avec le CES et la CKID – 19 juin 2009



Le vendredi 19 juin 2009, la Fondation pour l'innovation politique, en partenariat avec le Centre for European Studies et l'Institut pour la démocratie Constantin-Karamanlis, a organisé une demi-journée de débat sur le thème « L'Union pour la Méditerranée un an après. Quels progrès ? »

La conférence était retransmise en direct sur le site de la Fondation pour l'innovation politique et les internautes étaient invités à poser leurs questions via Twitter en utilisant le tag #Upm. Les débats se tenaient en français et

en anglais (avec traduction).

Introduction par Francis Mer, membre du conseil de surveillance de la Fondation pour l'innovation politique, ancien ministre, et **Constantine Arvanitopoulos**, directeur général de l'Institut pour la démocratie Constantin Karamanlis.

Intervention inaugurale par Dominique Baudis, président de l'Institut du Monde arabe

Les représentations de l'altérité au sein de la Méditerranée

Avec la participation de :

- Fanny Durville, coordinatrice du Conseil consultatif de la Fondation Anna-Lindh
- Leila Ghandi, reporter, photographe et auteur
- Thierry Fabre, coordinateur scientifique du réseau Ramses
- Asteris Huliaras, professeur associé de géopolitique, université Harokopion d'Athènes
- Nassif Hitti, ambassadeur, chef de la représentation de la Ligue arabe à Paris

Débats modérés par Michel Crépu, directeur de la *Revue des Deux Mondes*

Du « vivre autour » au « vivre ensemble » : la mise en œuvre de l'Union pour la Méditerranée

Avec la participation de :

- Gilles Mentré, conseiller technique, présidence de la République française
- Frédéric Allemand, chargé de recherche senior, Fondation pour l'innovation politique
- Robert del Picchia, sénateur, vice-président de la commission des affaires étrangères
- Panagiotis Roumeliotis, président de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen
- Abdelmaksoud Rachdi, président de la plateforme non gouvernementale EuroMed
- Michel Derdevet, directeur de la communication et des affaires publiques, Réseau de transport d'électricité (RTE)

Débats modérés par Georges Prevelakis, professeur de géopolitique à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne

Clôture et conclusion générale par Tomi Huhtanen, directeur du Centre for European Studies

L'Union pour la Méditerranée fêtait son premier anniversaire le 13 juillet prochain. Ce projet a cristallisé les attentes et les espoirs des responsables politiques, mais aussi de la société civile du bassin méditerranéen. Mais l'entrain initial paraît aujourd'hui amenuisé. Des doutes se sont fait jour quant à la capacité de l'Union pour la Méditerranée à produire ses premiers résultats concrets dans un contexte marqué par une résurgence des tensions israélo-palestiniennes, par la crise économique et financière, par l'insécurité énergétique, etc.

Pour éclairer ce sujet, la Fondation pour l'innovation politique, le Centre pour les études européennes et l'Institut pour la Démocratie Constantin Karamanlis se sont tournés, pendant une matinée, vers tous ceux qui vivent et pensent la Méditerranée du XXI^e siècle, intellectuels, experts, responsables économiques, représentants de la société civile.

Réussir la croissance verte, 5es Rencontres de la croissance

Colloque en partenariat avec Coe-Rexecode – 22 octobre 2009

P r o g r a m m e

9h00 – CAFÉ D'ACCUEIL

9h30 – OUVERTURE DES 5^{ES} RENCONTRES DE LA CROISSANCE

Nicolas BAZIRE, président du conseil de surveillance

de la Fondation pour l'innovation politique

Gérard WORMS, président d'honneur de Coe-Rexecode

Jean-Louis BORLOO, ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement durable et de la Mer, en charge des Technologies vertes
et des Négociations sur le climat

10h00 – TABLE RONDE N° 1 : L'ENVIRONNEMENT, MOTEUR OU FREIN DE LA CROISSANCE ?

Introduction de la table ronde par Michel DIDIER, président de Coe-Rexecode

Animation par Philippe MANIÈRE, chroniqueur, essayiste,
président de Footprint Consultants

Bruno BENSASSON, directeur Économie, Prix et Marchés, direction de la Stratégie
et du Développement durable, GDF SUEZ, membre du conseil scientifique
de la Fondation pour l'innovation politique

Dominique BUREAU, délégué général du Conseil économique pour
le développement durable

Alain GRANDJEAN, économiste, membre du conseil stratégique
de la Fondation Nicolas Hulot

Claude HENRY, professeur à Sciences Po et à l'université de Columbia

Emmanuel NAZARENKO, Partner and Managing Director, Boston Consulting Group

Christian de PERTHUIS, économiste, professeur associé à l'université Paris-Dauphine

Rémy PRUD'HOMME, économiste, professeur émérite à l'université Paris-XII

11h00 – GRAND TÉMOIN

Valérie PÉCRESSE, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

11h30 – TABLE RONDE N° 2 : LE CONSOMMATEUR ET LE CITOYEN FACE À LA CROISSANCE VERTE

Introduction de la table ronde par Dominique REYNIÉ, directeur général

de la Fondation pour l'innovation politique

Animation par Arnaud ARDOIN, LCP

Geneviève FERONE, directrice Développement durable, VEOLIA Environnement,
membre du conseil de surveillance de la Fondation pour l'innovation politique

Valérie LECASBLE, vice-présidente TBWA Corporate

Matthieu ORPHELIN, directeur de cabinet, ADEME

Elizabeth PASTORE-REISS, fondatrice et directrice d'ETHICITY

Stéphane TRUCHI, président du directoire de l'IFOP

12h30 – DÉJEUNER LIBRE

14h00 – ACCUEIL DE L'APRÈS-MIDI

14h30 – GRAND TÉMOIN

Laurence PARISOT, présidente du MEDEF

15h00 – TABLE RONDE N° 3 : QUELS GRANDS PROGRAMMES POUR LA CROISSANCE VERTE ?

Introduction de la table ronde par Christian de BOISSIEU, président du Conseil
d'analyse économique, et Gilles KOLÉDA, directeur des études de Coe-Rexecode

Animation par Jean-Marc VITTORI, Les Échos

Pierre-André de CHALENDAR, directeur général de Saint-Gobain

Hubert du MESNIL, président de Réseau ferré de France

Christian GOLLIER, professeur à l'université Toulouse-I, membre de l'IDEE

Didier JIANCI, directeur du département Stratégie, Économie et Développement durable,
Caisse des dépôts

Philippe PELLETIER, avocat, président du comité stratégique « Plan bâtiment Grenelle »

Pierre SIMON, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

16h00 – GRAND DÉBAT

Animation par Jean-Marc VITTORI, Les Échos

Claude ALLÈGRE, ancien ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche

et de la Technologie, membre de l'Institut, chercheur scientifique

Charles BEIGBEDER, président de POWEO, vice-président du conseil de surveillance

de la Fondation pour l'innovation politique

Gérard MESTRALLET, président-directeur général de GDF SUEZ

16h45 – TABLE RONDE N° 4 : LES ENJEUX INDUSTRIELS POUR LA FRANCE

Introduction de la table ronde par Élie COHEN, directeur de recherche au CNRS,

et René SÈVE, directeur général du Conseil d'analyse stratégique

Animation par Gaëtan de CAPELE, Le Figaro

Guillaume BATAILLE, directeur général de Poclair Hydraulics

Jean-Pierre CLAMADIEU, président-directeur général de Rhodia

Pierre GADONNEIX, président-directeur général d'EDF

Éric LABAYE, directeur général de McKinsey & Company

Bruno LAFONT, président de Lafarge, président d'Entreprises pour l'environnement

Jean-Hervé LORENZI, président du Cercle des économistes

François MOISAN, directeur exécutif Stratégie et Recherche, ADEME

18h00 – CLÔTURE DES 5^{ES} RENCONTRES DE LA CROISSANCE

Christine LAGARDE, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

18h30 – COCKTAIL



Sortir du communisme, changer d'époque

Colloque international en partenariat avec la Fondation Robert Schuman – les 4, 5, 6 novembre 2009

Mercredi 4 novembre



Matinée

9 h 15 – Présidence : Nicolas BAZIRE
Président du conseil de surveillance de la Fondation pour l'innovation politique

■ La fin du communisme : un changement d'époque

Stéphane COURTOIS – Vers un changement d'époque de l'Atlantique à l'Oural

Directeur de recherche au CNRS, Cultures et sociétés en Europe/Strasbourg, membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique

Krzysztof POMIAN – Sentiment national et décomposition du communisme

Directeur de recherche honoraire au CNRS, directeur scientifique du musée de l'Europe, Bruxelles

Dominique COLAS – Les sociétés civiles, de la résistance au communisme à la recomposition

Professeur de science politique, Sciences Po Paris

Bernard BRUNETEAU – Fin de la guerre froide

et idée européenne

Professeur d'histoire contemporaine à l'université Pierre-Mendès-France-Grenoble-II

■ De Gorbatchev à la chute du Mur

Hubert VÉDRINE – Ancien ministre des Affaires étrangères,

président de l'Institut François Mitterrand

Déjeuner libre

Après-midi

14 h 15 – Présidence : Jean-Dominique GIULIANI

Président de la Fondation Robert Schuman

■ Un changement d'époque assumé

Brigitte GAUTIER – Marginalisation de l'appareil communiste et création de la III^e République de Pologne

Maître de conférences en polonais à l'université Lille-III

Bronisław WILDSTEIN – La question de la décommunisation en Pologne

Écrivain et journaliste, Varsovie

Alexandra VIATTEAU – Communisme et histoire de la Pologne :

les fruits amers de la désinformation à l'Est et à l'Ouest

Conseillère scientifique du Centre géopolitique, ancienne chargée de cours à l'université Paris-II-Assas

Anne DE TINGUY – La Russie et le monde : nouvelles

représentations ?

Professeur des universités, INALCO et CERI Sciences Po

Jean-Luc DOMENACH – La Chine est-elle sortie du communisme ?

Directeur de recherche, CERI

Jeudi 5 novembre



Matinée

9 h 15 – Présidence : Besnik MUSTAFAJ
Ancien ministre des Affaires étrangères d'Albanie, écrivain

■ Une révolution démocratique incertaine

Myriam DESERT – La société russe, entre hier et demain

Maître de conférences, université Paris-IV-Sorbonne

Jacques RUPNIK – Réunification européenne et démocratie

en Europe centrale et orientale

Directeur de recherche, CERI

Jean-Pierre MINAUDIER – Estonie : la révolution des mémoires

Enseignant, INALCO

Stelian TANASE – La Roumanie entre vraie-fausse révolution

et intégration européenne

Professeur de science politique, université de Bucarest

Ivaldo ZNEPOLSKI – De la résistance de la société au régime

communiste à la difficile reconstruction de la démocratie

en Bulgarie

Directeur de la Maison des sciences de l'homme et de la société, Sofia

Déjeuner libre

Après-midi

14 h 30 – Présidence : Pascale JOANNIN

Directeur général de la Fondation Robert Schuman

■ L'impossible sortie du communisme ?

Galia ACKERMAN – La Russie de Poutine ou l'impossible

mémoire du communisme

Essayiste, spécialiste de la Russie, journaliste à RFI

Roman SERBYN – L'Ukraine : un impossible héritage

soviétique ?

Professeur d'histoire de la Russie et de l'Europe de l'Est,

université du Québec, Montréal

Thornike GORDADZE – La Géorgie contemporaine : imaginaires

politiques du communisme et de la Russie

Chercheur à l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes),

directeur de l'Observatoire du Caucase

Radu PORTOCALA – La Moldavie, dernier avatar de l'alliance

Hitler-Staline ?

Journaliste, ancien attaché culturel à l'ambassade de Roumanie

en France

Sylvain BOULOUQUE – L'extrême gauche française :

un cas d'hypomnésie du communisme bolchevique

Enseignant, chercheur associé au CESDIP/CNRS

Vendredi 6 novembre



Matinée

9 h 15 – Présidence : Dominique REYNIÉ
Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique,

professeur des universités, Sciences Po Paris

■ Persistance politique et idéologique

du communisme en Europe

Nikos MARANTZIDIS – Le communisme en Europe :

évolutions électorales et impact dans l'opinion publique

Maître assistant en science politique, université de Macédoine,

Salonique

Dominique ANDOLFATTO – Effondrement soviétique

et déclin du Parti communiste français

Maître de conférences en science politique, Nancy-Université

Patrick MOREAU – La réorganisation du dispositif

communiste en Europe

Docteur en histoire et docteur d'État en sciences politiques, chargé

de recherche au CNRS, Cultures et sociétés en Europe/Strasbourg

Yolène DILAS-ROCHERIEUX – Le communisme face à la crise

de la modernité : l'émergence des idées néocomunistes

Maître de conférences en sociologie politique, université Paris-X

■ Libre échange

Robert HUE – Le communisme d'après

Ancien secrétaire national du Parti communiste français (PCF),

sénateur du Val-d'Oise, président-fondateur du Nouvel Espace

progressiste (NEP)

Suivi d'un débat avec :

Stéphane COURTOIS

Directeur de recherche au CNRS, Cultures et sociétés

en Europe/Strasbourg, membre du conseil scientifique

et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique

Dominique REYNIÉ

Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique,

professeur des universités, Sciences Po Paris

et Pascale JOANNIN

Directeur général de la Fondation Robert Schuman

Déjeuner libre



Vendredi (suite)



Après-midi

14 h 30 – Présidence : Dominique SCHNAPPER

Membre du Conseil constitutionnel

■ La critique du communisme

dans l'intelligentsia française

Jean-Louis PANNÉ – Boris Souvarine, analyste

de l'amoralisme du bolchevisme

Historien, éditeur, ancien secrétaire de Boris Souvarine

Philippe RAYNAUD – Aron et Furet : deux critiques du

communisme

Professeur de philosophie politique, université Paris-II-Panthéon-

Assas, membre de l'Institut universitaire de France

Jean CHAUNU – Des intellectuels chrétiens face au

communisme en France dans les années 1930

Docteur en histoire, enseignant au Collège Stanislas, Paris

Discussion :

Jacques JULLIARD

Historien, chroniqueur au Nouvel Observateur

Marc LAZAR

Professeur d'histoire et de sociologie politique, Sciences Po Paris

Alain-Gérard SLAMA

Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur à

Sciences Po, éditorialiste au Figaro, chroniqueur à France Culture

■ Inscription obligatoire par retour du coupon réponse

ou aux coordonnées « Contact inscriptions » ci-dessous

avant le 30 octobre 2009.

Pour des raisons de sécurité, la confirmation qui vous sera

envoyée à la suite de votre inscription vous sera demandée

à l'entrée.

■ Contact inscriptions :

Fondation pour l'innovation politique

E-mail : inscription@fondapol.org

Fax : 01 44 18 37 65

Tél. : 01 47 53 67 00

■ Lieu du colloque :

Salle de l'horticulture

84, rue de Grenelle – Paris 7^e

M[°] : Rue du Bac

Bus : 63, 68, 69, 83, 84, 94

Parking public : Parking Bac-Montalembert

En 1989, à la surprise générale, le mur de Berlin tombait. Dans l'euphorie du moment, beaucoup ont pensé que la démocratie et l'économie de marché allaient susciter l'adhésion de peuples qui en avaient été privés et finalement s'imposer.

Vingt ans plus tard, beaucoup de choses ont changé : l'Allemagne s'est réunifiée, les ex-« démocraties populaires » et les États baltes ont rejoint l'Union européenne, bénéficiant ainsi d'un retour à l'État de droit. Après des mutations économiques indispensables mais douloureuses, le niveau de vie des habitants de ces pays rattrape peu à peu celui des autres Européens.

Pour autant, nous sommes loin de la reconnaissance et de la condamnation officielles de la nature criminelle des régimes communistes. L'extrême faiblesse électorale des partis communistes donne-t-elle toute la mesure de la place et du rôle de cette idéologie dans les mémoires collectives, nationales et européennes, dans nos systèmes politiques et dans nos débats intellectuels ? C'est ce que se proposent d'éclairer ces trois journées consacrées à la réflexion sur ce qui subsiste du communisme.



■ Sortir du communisme, changer d'époque ■ ■ ■



Colloque international

Organisé par la Fondation pour l'innovation politique

En partenariat avec la Fondation Robert Schuman

Sous la direction de Stéphane Courtois

Directeur de recherche au CNRS, Cultures et sociétés

en Europe/Strasbourg, membre du conseil scientifique

et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique

■ 4, 5 et 6 novembre 2009 ■

Images : DR

Salle de l'horticulture – 84, rue de Grenelle – Paris 7^e

Entretiens de Royaumont : « Rêvons le capitalisme »

Entretiens de Royaumont – 5 et 6 décembre 2009



La Fondation pour l'innovation politique est partenaire de la 5^e édition des Entretiens de Royaumont, organisée les samedi 5 et dimanche 6 Décembre 2009 à l'Abbaye de Royaumont, sur le thème : « Rêvons le capitalisme ».

Chaque année, un thème choisi par le conseil d'administration des Entretiens fait l'objet d'un débat approfondi entre politiques et représentants de la société civile, invités à participer à ce moment unique au cœur de l'une des plus belles abbayes de France. Les Entretiens constituent avant tout un lieu de rencontres privilégié, où

les invités, issus des sphères politique, économique, sociale et culturelle, sont conviés à débattre dans un esprit de liberté de parole absolue, sur des sujets d'actualité. Initiés par Jérôme Chartier, député du Val d'Oise, les Entretiens de Royaumont sont le rendez-vous annuel de la réflexion politique.

Vingt ans après la chute du Mur, le système capitaliste, hégémonique sur l'ensemble des modèles économiques, a conduit à des excès qui ont mis en péril l'économie mondiale. Sa refonte est au cœur des débats.

Samedi 5 décembre 2009

Ouverture des Entretiens par Said Aïssaoui

Contributions

Quatre interventions introduiront les débats, mettront en perspective les conditions actuelles de fonctionnement du capitalisme et suggéreront des pistes d'évolution.

Serge Dassault, vice-président des Entretiens de Royaumont, sénateur de l'Essonne

Claudie Haigneré, présidente de la Cité des Sciences et de l'Industrie

Emmanuel Faber, directeur général délégué du Groupe Danone

Nicolas Bazire, président de la Fondation pour l'Innovation Politique

Échanges

Deux moments privilégiés de prise de parole face à deux orateurs politiques qui ont accepté l'exercice d'écoute et de réactions. Les titres volontairement provocateurs promettent des débats passionnants.

« Rêvons le capitalisme : les socialistes ont-ils des idées ? »

Avec François Hollande, député de la Corrèze, président du Conseil général de la Corrèze.
Échange animé par Thierry Guerrier

« Et l'UMP ? »

Avec Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, député de l'Aisne. Échange animé par Bruno Fuchs

Conclusion, par Jérôme Chartier

Président des Entretiens de Royaumont, député du Val d'Oise

Déjeuners

Les thèmes des trois déjeuners rassemblent des mots rarement associés sinon pour souligner leur contradiction. L'objectif de ces discussions est de mettre en lumière les conditions d'une conciliation possible.

« Capitalisme, démocratie, développement social et humain »

Avec Jacques Attali et Dominique Reynié.

Déjeuner animé par Thierry Guerrier. Introduction par Vincent Montagne, secrétaire général des Entretiens de Royaumont.

« Capitalisme, régulation, moralisation, rémunération »

Avec Eric Besson & Jean-Pierre Jouyet

Déjeuner animé par Muriel Gremillet. Introduction par Jean-Luc Decornoy, trésorier des Entretiens de Royaumont.

« Capitalisme, écologie et développement durable »

Avec Alain Juppé. Déjeuner animé par Ruth Elkrief. Introduction par Aldo Cardoso, président de la Fondation Royaumont.

Dimanche 6 décembre 2009

Présentation de la journée par Said Aïssaoui

Introduction de la matinée par Jérôme Chartier

Reprise des Échanges

« Contributions pour un capitalisme idéal »

Débat animé par Bruno Fuchs

Grands témoins : Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, conseillère régionale Ile-de-France, Augustin de Romanet, directeur général de la Caisse des Dépôts, Jacques Voisin, président de la CFTC.

Contribution au débat public

Renouveler les bases de la compétitivité de l'UE : les solutions des décideurs économiques européens

Table ronde – 27 janvier 2009

Le jeudi 11 décembre 2008 se tenait la table ronde « Renouveler les bases de la compétitivité de l'UE : les solutions des décideurs économiques européens ».

Avec :

- Pierre Mariani, président du comité de direction, Dexia ;
- Patrick Ponsolle, président, Morgan Stanley France ;
- Antoine Giscard d'Estaing, associé, Bain & Company ;
- Laurent Cohen-Tanugi, avocat international, auteur du rapport « EuroMonde 2015 : une stratégie européenne pour la mondialisation » ;
- Grégoire Chertok, associé gérant, Rothschild et Cie, membre du Conseil d'analyse économique, auteur du rapport « Le financement des PME ».

Docu-débat : « Mosquées de Paris »

Docu-débat autour des réalisateurs et des intervenants du documentaire – 5 février 2009



La Fondation pour l'innovation politique organisait la projection du documentaire « Mosquées de Paris » en présence des réalisateurs Jean-Michel Riera, Franck Hirsch et Pierre Guenoun. La projection était suivie d'une discussion autour du film, modérée par Dominique Reynié, à laquelle ont participé des intervenants du documentaire, parmi lesquels Hamou Bouakkaz, adjoint au maire de Paris, Haydar Demyryurek, président du Comité des musulmans turcs de France, et Yaniss Warach, aumônier de l'Institut Ghazali.

Dépasser l'Europe-forteresse : quelle politique européenne de l'immigration ?

Table ronde en partenariat avec Nouvelle Europe – 25 février 2009 (18h30-20h)



Avec :

- Son Excellence Kostiantyn Tymoshenko, Ambassadeur d'Ukraine en France
- Catherine Wihtol de Wenden, directeur de recherche au CNRS

L'Italie entre innovation et conservation

Demi-journée d'étude en partenariat avec le GREPIC (Groupe de recherches et d'études pluridisciplinaires sur l'Italie contemporaine) du CERI-Sciences Po et le Centre Europe de la direction des affaires internationales et des échanges de Sciences Po – 6 avril 2009



Avec :

- Giovanni Guzzetta, professeur de droit public à l'université Rome-II, président du Comité de promotion des référendums électoraux
- Sofia Ventura, professeur de science politique à l'université de Bologne
- Marc Lazar, professeur des universités en histoire et sociologie politique à Sciences Po et à la Luiss de Rome
- Ilvo Diamanti, professeur de sociologie politique à l'université d'Urbino,
- Gérard Grunberg, directeur de recherche au CNRS-Sciences Po
- Pasquale Pasquino, directeur de recherche au Centre de théorie et analyse du droit à l'EHESS, professeur à New York University

Les jeunes Européens en 2009 : quelles attentes à la veille des élections ?

Conférence en partenariat avec Euractiv.fr autour de l'enquête inédite de la Fondation pour l'innovation politique – 18 mai 2009



Avec la participation exceptionnelle de Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale.

A l'occasion des élections européennes, la Fondation pour l'innovation politique a conçu et réalisé une vaste enquête dans les 27 pays de l'Union auprès de plus de 15 000 Européens : quelles sont leurs attentes à l'égard de ce scrutin ? Quels enjeux jugent-ils prioritaires ? Qu'attendent-ils d'un eurodéputé ? Quels moyens privilégient-ils pour se faire

entendre par leurs gouvernants ?

Le discours du Caire de Barack Obama, un nouveau départ : de nouvelles relations entre les États-Unis et l'Islam ?

Table ronde – 9 juillet 2009



Le 4 juin 2009, à l'université du Caire, le président Barack Obama prononçait un discours présenté d'emblée comme historique dans la relation entre les États-Unis et le monde musulman. Peut-on parler d'une nouvelle vision américaine de l'islam ? Quel nouveau départ annonce ce discours au titre prometteur – « A New Beginning » ?

Au cours de la table ronde, les intervenants analyseront la réception des propos du président américain aux États-Unis, dans le monde musulman

et en Europe.

Ce texte est-il le signe du dépassement du conflit des civilisations et l'annonce d'un nouvel ordre spirituel, et si oui, lequel ? Enfin, quels peuvent être les effets de ce discours sur l'Europe et ses formes de compromis en matière de religion et de laïcité ?

Avec la participation de Gilles Kepel, professeur des universités, directeur de la chaire Moyen-Orient Méditerranée et du programme doctoral Monde musulman à Sciences Po, auteur, notamment, de *Terreur et martyre. Relever le défi de civilisation* (Flammarion, 2008) ; Bruce Crumley, correspondant de *Time Magazine* à Paris ; Tewfik Hamel, doctorant en sciences politiques et relations internationales, université Robert-Schuman (Strasbourg), boursier de la Fondation pour l'innovation politique.

Politiques de la diversité : Barack Hussein Obama, exception ou précurseur ?

Colloque-débat en partenariat avec le Mouvement pour une citoyenneté active, l'Association de culture berbère, Génériques, les Marianne de la diversité et Racailles de France – 25 juin 2009



Le Mouvement pour une citoyenneté active, en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique, l'Association de culture berbère, Génériques, les Marianne de la diversité et Racailles de France, avec le soutien de l'ACSÉ (Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), organisait un colloque-débat intitulé « Politiques de la pluralité : Barack Hussein Obama, exception ou précurseur ? », le jeudi 25 juin 2009, de 17 heures à 21 heures.

Avec :

- Nadir Sidhoum, président du Mouvement pour une citoyenneté active, modérateur
- Bertrand Badie, professeur à Sciences Po, spécialiste des relations internationales
- Clara Gaymard, responsable internationale des relations de General Electric avec les gouvernements
- James Miller, historien et diplomate, ambassade des États-Unis à Paris
- Dominique Reynié, professeur des universités à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique
- Karim Amellal, écrivain et enseignant à Sciences Po Paris
- Bachir Kerroumi, docteur en économie, membre du Mouvement pour une citoyenneté active
- Fadela Mehal, présidente des Marianne de la diversité
- Dalila Rahmouni, doctorante à Sciences Po, membre du Mouvement pour une citoyenneté active

Vers une déclaration des droits fondamentaux numériques

Débat participatif – 29 juin 2009



Au cours de cette manifestation diffusée en direct sur Internet (sur le site www.droits-numeriques.org), Hervé Morin et les membres du groupe de travail qui a contribué à la rédaction de cette déclaration répondront aux questions du public et des internautes.

Avec la participation exceptionnelle d'Hervé Morin, ministre de la Défense et président du Nouveau Centre.

Avec la participation de :

- Michel Arnaud, professeur à l'université Paris Ouest-Nanterre La Défense
- Nicolas Arpagian, rédacteur en chef de *Prospective stratégique*, auteur de *La Cyberguerre* (Vuibert, 2009)
- Alain Bensoussan, avocat à la Cour d'appel de Paris
- Olivier Blondeau, consultant en communication politique, et Laurence Allard, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Lille-III, coauteurs de *Devenir média. L'activisme sur Internet entre défection et expérimentation* (Éd. Amsterdam, 2007) et chargés de la rubrique de veille « Politique2.zéro » de la Fondation pour l'innovation politique
- Daniel Kahn, avocat à la Cour
- Jacques Perriault, professeur émérite en sciences de l'information à l'université Paris Ouest-Nanterre La Défense, conseiller à l'Institut des sciences de la communication (CNRS)
- Jean-Michel Planche, président de Witbe web
- Thierry Rousselin, enseignant à l'École des mines, auteur de *Sous surveillance ! Démêler le mythe de la réalité* (Les Cahiers de l'info, 2008)
- Rubin Sfadj, avocat (membre des barreaux de Marseille et New York), spécialisé dans le droit des affaires, la propriété intellectuelle et les nouvelles technologies, il anime un blog traitant de politique et d'économie.

Les débats étaient modérés par Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, professeur des universités à Sciences Po. La conférence était retransmise en direct sur le site de la Fondation pour l'innovation politique et les internautes étaient invités à poser leurs questions via Twitter.

SEMINAIRES DE RECHERCHE

Quatre séminaires de recherche ont eu lieu durant l'année 2009 :

- **Les procès contemporains de la démocratie libérale**, sous la direction de Pascal Perrineau
- **Héritage et mémoire du communisme en Europe**, sous la direction de Stéphane Courtois
- **Des dieux dans la Cité ? Religion, spiritualité et politique au XXI^e siècle**, sous la direction de Jean-François Colosimo
- **Internet et la participation au débat public**, sous la direction de Philippe Chriqui

Les procès contemporains de la démocratie libérale

Séminaire sous la direction de Pascal Perrineau

Ce séminaire dirigé par Pascal Perrineau, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po, propose de dresser l'état des motifs d'opposition au projet démocratique et libéral. Il s'inscrit dans le domaine des idées politiques, entendues à la fois comme constructions idéologiques et comme représentations collectives spontanées.

Pourquoi la France penche-t-elle vers l'Etat administratif dans un esprit illibéral ?

Mardi 24 mars 2009 (18h30-20h) autour de Lucien Jaume



Catholicisme et antilibéralisme

Mardi 28 avril 2009 (18h30-20h) autour d'Émile Perreau-Saussine



Pourquoi n'y a-t-il pas de libéralisme de gauche ?

Mardi 26 mai 2009 (18h30-20h) autour de Marc Lazar

L'extrême gauche et l'antilibéralisme

Mardi 23 juin 2009 (18h30-20h) autour de Philippe Raynaud



Internet et la démocratie libérale

27 octobre 2009 (18h30-20h) autour de Patrice Flichy

Les oppositions néo-républicaines au libéralisme

24 novembre 2009 (18h30-20h) autour de Alexandre Escudier

Héritage et mémoire du communisme en Europe

Séminaire sous la direction de Stéphane Courtois

Le 9 novembre 1989, à la surprise du monde entier, tombait le mur de Berlin et en quelques semaines c'est l'ensemble des régimes communistes en Europe centrale et orientale qui s'effondrait. Deux ans plus tard, c'était au tour de l'URSS d'imploser. Nombreux sont ceux qui ont alors pensé que la page communiste était tournée et que les pays qui avaient été soumis durant des décennies à ces régimes totalitaires allaient accéder naturellement aux bienfaits de la démocratie représentative et de l'économie de marché...

Vingt ans après, la quasi-totalité des pays européens ex-communistes ont rejoint l'Union européenne. Néanmoins, l'héritage du communisme est si lourd qu'il peut obérer leur intégration. Quant aux pays issus de l'implosion de l'URSS, leur sort est encore plus incertain, en raison même d'une sorte d'involution à laquelle on assiste en Russie. Les traces et les cicatrices profondes laissées par le communisme dans toute l'Europe génèrent des mémoires collectives contradictoires, voire conflictuelles.

L'héritage totalitaire du communisme dans l'espace européen

Mercredi 4 mars (18h30-20h) autour de Stéphane Courtois

Évaporation politique et prégnance idéologique du communisme en Europe occidentale et en France

Mercredi 25 mars (18h30-20h) autour de Dominique Andolfatto et Dominique Reynié

Communisme, socialisme et gauchisme dans la France contemporaine

Mercredi 8 avril (18h30-20h) autour de Sylvain Boulouque et Yolène Dilas-Rocherieux

De l'URSS à la Russie et de Brejnev à Poutine

Mercredi 13 mai (18h30-20h) autour de Galia Ackerman et Andreï Gratchev

La recomposition d'un mouvement communiste dans l'UE

Mercredi 3 juin (18h30-20h) autour de Uwe Backes et Patrick Moreau

La Pologne communiste et postcommuniste face à l'Union européenne

Mercredi 24 juin (18h30-20h) autour de François Bafail et Andrzej Paczkowski



Des dieux dans la Cité ?

Religion, spiritualité et politique au XXI^e siècle

Séminaire dirigé par Jean-François Colosimo

Retour et revanche de Dieu, virulences des fondamentalismes, reconstructions confessionnelles, croisades morales, mais aussi sacralités diffuses, fraternités recomposées, subjectivations de la foi, nouvelles spiritualités : le fait religieux constitue un prisme à la fois anthropologique, géopolitique et social pour sonder la complexité de la globalisation. Sous quelles divinités la Cité mondiale du XXI^e siècle entend-elle vivre ?

Réunissant les meilleurs analystes des grandes mutations en cours, c'est à cette question, déterminante pour l'avenir au sein d'une France et d'une Europe à la pointe de la sécularisation, qu'entend répondre, tout au long de l'année, à un rythme mensuel, ce séminaire de la Fondation pour l'innovation politique.



Universalisation du modèle américain ?

Mardi 10 mars (18h30-20h) autour de Jean-François Colosimo



Catholicisme : le retour des intégristes ?

Mardi 14 avril (18h30-20h) autour d'Henri Tincq



Judaïsme, diaspora, sionisme

Mardi 12 mai 2009 (18h30-20h) autour d'Esther Benbassa

La laïcité française à l'épreuve des faits

Mardi 9 juin (18h30-20h) autour de Didier Leschi

Internet et la participation au débat public

Séminaire dirigé par Philippe Chriqui

Réseau, média et outil, Internet est protéiforme et ne se laisse pas facilement appréhender. Dans le domaine de l'e-démocratie, le Web suscite un engouement, parfois porté par des attentes illusoires, mais également des critiques de divers ordres. D'un autre côté, il ne fait aucun doute qu'Internet permet aux citoyens de s'informer en temps réel et de réagir, d'échanger, de bloguer, et même de s'impliquer dans la production de l'information.

Au moment où nos sociétés semblent vivre une sorte de désenchantement politique, combinant défiance et fatigue démocratique, ce séminaire cherchera à comprendre si et comment Internet renouvelle les modes de participation au débat public et, plus largement, la vie démocratique elle-même. Il proposera un voyage sociologique au cœur de la Toile à la rencontre des acteurs médiatiques, politiques ou citoyens de l'Internet qui témoigneront de leur expérience et contribueront ainsi, via une réflexion sur les enjeux de l'e-démocratie, à nourrir le débat sur les transformations de la démocratie.

Internauts et médias en ligne : culture consumériste et pratiques citoyennes

Mardi 17 mars 2009 (18h30-20h) autour de Philippe Chriqui et Alexis Delcambre

Le phénomène de la blogosphère et ses répercussions dans le débat public

Mardi 15 avril 2009 (18h30-20h) autour de Nicolas Vanbremeersch

Les sondages on-line : une autre appréhension de l'opinion publique ?

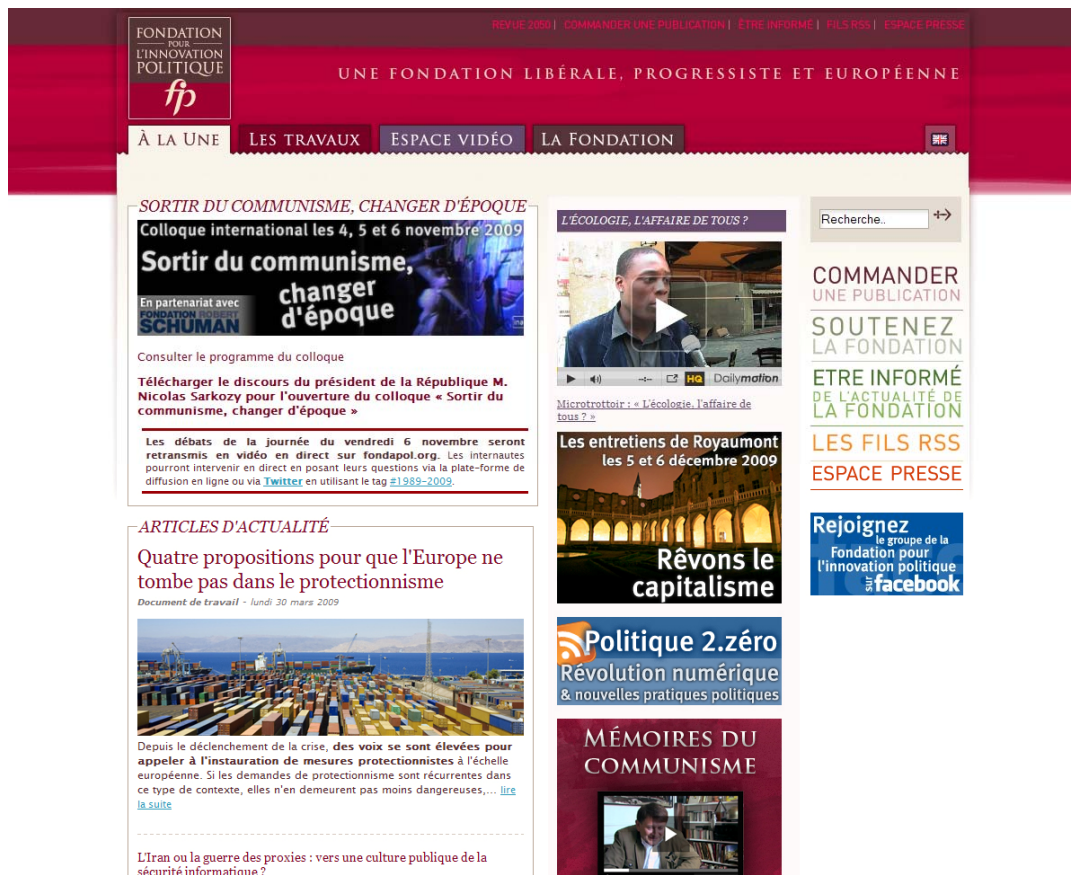
Mardi 19 mai 2009 (18h30-20h) autour de Bruno Jeanbart

Où en sont les médias participatifs aujourd'hui ?

Mardi 16 juin 2009 (18h30-20h) autour d'Éric Le Boucher



SITE INTERNET



Politique 2.zéro

La Fondation pour l'innovation politique lance un espace de veille, intitulé « **Politique 2.zéro** », consacré aux innovations politiques liées à l'utilisation des nouvelles technologies. Gouvernance, transparence, participation, mobilisations, outils, etc., autant de thématiques dont cette veille, actualisée quotidiennement rendra compte. On y scrutera particulièrement les expérimentations qui tentent aujourd'hui de transformer, par le biais des technologies d'information et de communication, les modes d'engagement politiques, les formes de dialogue entre les citoyens et leurs représentants et les répertoires d'action des acteurs. Conçu dans une approche à la fois descriptive, analytique, critique et prospective, cette veille, éditorialisée par des chercheurs en sciences politiques et en sciences de l'information et de la communication, s'attachera à identifier tant des publics innovants (organisations, institutions) que des pratiques ou des outils permettant de comprendre le rôle que peuvent jouer ces technologies dans les manières de « faire politique ».

Articles parus :

L'Iran ou la guerre des proxies : vers une culture publique de la sécurité informatique ?

11 juillet 2009

nosdeputes.fr : « Mr Hacker goes to Parliament... »

6 octobre 2009

**Un compte Twitter suivi par :
Nathalie Kosciusko-Morizet,
Laurent Wauquiez, Bruno Le
Maire, Euro-RSCG, la Maison
blanche, l'équipe de campagne
de Barack Obama (Blue State
Digital), l'Ambassade de
France à Washington...**

